





## Partenariats

Des femmes et des enfants sont rassemblés à l'occasion de la réunion mensuelle d'un groupe d'épargne, dans l'Andhra Pradesh (Inde). En Inde et dans d'autres pays d'Asie, les clients de la microfinance sont en majorité des femmes.

© FIDA, R. Chalasani

Les partenariats jouent un rôle fondamental dans le travail du FIDA. Depuis sa création, le Fonds accomplit sa mission dans le cadre de partenariats avec les gouvernements des pays et d'autres organisations internationales. Il entretient des liens solides avec ses partenaires dans les pays, notamment les organisations paysannes, les ONG et les pouvoirs publics eux-mêmes. Le FIDA collabore également avec des partenaires au sein de la communauté internationale du développement, notamment d'autres agences des Nations Unies, des institutions financières internationales, des instituts de recherche et le secteur privé. Dans le droit fil de la Déclaration de Paris et du programme de réforme des Nations Unies, le FIDA s'emploie systématiquement à renforcer l'efficacité de ses partenariats pour le développement. En 2006, un événement marquant mérite plus particulièrement l'attention: le FIDA a organisé, en marge du Conseil des gouverneurs, la première consultation mondiale du Forum paysan (voir page 76), dans le but de renforcer la concertation et le dialogue entre les organisations de petits paysans et de producteurs ruraux, le FIDA et les gouvernements. En outre, le FIDA a forgé un nouveau partenariat stratégique avec l'IFPRI (voir page 75) afin d'appuyer la mise au point et la diffusion de mesures innovantes pour apporter des solutions à la pauvreté rurale.

## Fonds belge de survie

Depuis 1984, le FIDA et le FBS ont engagé un programme conjoint (PC-FBS) afin de s'employer à réaliser un objectif commun: donner aux populations pauvres des zones rurales les moyens de surmonter la pauvreté en améliorant la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

À la fin de l'année 2006, le montant total des engagements de la Belgique dans le cadre du PC-FBS s'élevait à 139,6 millions de EUR (184,1 millions de USD). Ces sommes, auxquelles s'ajoute le produit des placements, ont permis au FIDA:

- d'apporter environ 135,3 millions de EUR (178,4 millions de USD) sous forme de dons à l'appui de 40 programmes et projets réalisés dans des pays cibles du PC-FBS;
- d'accorder des dons à l'appui des évaluations de programmes et projets réalisées conjointement par le FIDA et le PC-FBS;
- de financer les dons spéciaux et le mécanisme spécial d'intervention et de couvrir les frais de fonctionnement.

En mai, la réalisation du programme d'investissement et de développement rural des régions du Nord Mali a débuté; ce programme a pour but de renforcer les capacités locales, d'améliorer l'accès aux services essentiels et de favoriser la réduction de la pauvreté rurale. Les 4,9 millions de EUR (5,9 millions de USD) accordés par le FBS seront affectés à la mise en place de services de santé durables et à l'amélioration de la nutrition, de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement dans 14 communes rurales situées sur les rives du fleuve Niger.

Le programme de réhabilitation de l'agriculture dans le district de la Tshopo Province orientale, réalisé en République démocratique du Congo, a démarré à la fin de l'année 2006. Dans le cadre de ce programme, les services sociaux financés par le FBS permettront d'améliorer nettement l'état nutritionnel de 55 000 ménages en développant leur accès à l'enseignement primaire, aux services sanitaires et à l'eau de boisson, une attention particulière étant accordée aux programmes de nutrition.

Au cours de l'année, le Gouvernement belge a approuvé un cofinancement du FBS d'un montant de 4,0 millions de EUR (4,8 millions de USD) en faveur du programme de développement du secteur agricole – élevage: appui au développement pastoral et agropastoral, réalisé en République-Unie de Tanzanie, pour financer la composante relative au développement sanitaire et à la mise en valeur des ressources en eau. C'est la première fois que le FBS finance un programme sectoriel du FIDA, en apportant son concours à des investissements dans le secteur social réalisés au sein de zones déterminées.

Au Niger, le FBS apportera un cofinancement de 4,6 millions de EUR (5,7 millions de USD) en faveur de l'initiative de réhabilitation et de développement agricole et rural. Ce projet est axé sur le développement de l'accès des participants à des services sociaux essentiels, tels que l'enseignement primaire, les services de santé, une eau salubre et l'assainissement. La FAO et le

PAM collaborent également à ce projet: la FAO apporte ses compétences dans le domaine des banques de céréales, et le PAM met en place des programmes d'alimentation dans les établissements scolaires.

Le FIDA a élaboré trois programmes qui se prêtaient à un cofinancement du FBS.

- Au Burundi, le FIDA a organisé un atelier de démarrage pour le programme transitoire de reconstruction après-conflit qu'il finance. La formulation innovante de l'activité financée par le FBS exploite les résultats d'une étude effectuée par les institutions locales suivant les directives données par l'Institut de médecine tropicale Prince Léopold à Anvers, Belgique. Ce programme fera également appel aux compétences acquises dans le cadre de travaux analogues réalisés en Éthiopie.
- Au Mali, le programme intégré de développement rural de la région de Kidal complète le programme d'investissement et de développement rural des régions du Nord Mali déjà en cours. Ce nouveau programme a pour objectif de réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire dans la région de Kidal, qui ne dispose pas de points d'eau utilisables toute l'année et où l'organisation sociale et l'activité économique reposent sur le nomadisme. Le cofinancement du FBS permettra d'améliorer l'accès aux services de santé et à l'éducation de 20 000 personnes environ.
- En Ouganda, le programme d'appui aux moyens de subsistance dans les districts développe les acquis des activités du programme d'appui à l'aménagement des districts. L'activité financée par le FBS sera axée sur l'amélioration durable de l'état sanitaire et nutritionnel de 316 000 ménages dans les districts qui relèvent de ce précédent programme.

Le projet de crédit et de développement des coopératives dans la région Sud financé par le FIDA en Éthiopie a été achevé à la fin de 2005. Au cours de l'année 2006, le personnel du projet a assuré la formation de la population locale pour lui permettre de conduire une évaluation participative de l'impact de l'activité financée par le FBS concernant l'approvisionnement en eau, la santé et les services d'assainissement de base, afin de compléter l'enquête de référence initiale. Cette évaluation a permis d'établir que les indicateurs relatifs à la santé, la nutrition et l'eau se sont globalement améliorés dans les huit districts qui ont bénéficié du concours du FBS. L'approche innovante utilisée pour cette évaluation a permis de mettre en évidence les forces, les faiblesses et les enseignements dont il faudra tenir compte pour les prochaines évaluations d'impact.

Il ressort de l'évaluation terminale du projet de développement agricole de la région du nord-ouest réalisé en Somalie que ce projet a obtenu des résultats remarquables, compte tenu de la situation du pays, en particulier en ce qui concerne la santé et l'approvisionnement en eau dans les zones rurales. L'évaluation recommande des solutions susceptibles d'améliorer l'efficacité d'un éventuel projet complémentaire, particulièrement en matière de durabilité et de renforcement des capacités.

Le Bureau de l'évaluation du FIDA, qui travaille en toute indépendance, a effectué une évaluation du programme de pays du Mali, avec la participation du FBS. Il a été relevé que l'approche intégrée utilisée dans la zone lacustre nord avait permis d'obtenir une nette amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et des revenus des ménages, grâce à la mise en place de réseaux d'irrigation et d'approvisionnement en eau et d'équipements de santé autogérés.

Au cours de l'année 2006, le Gouvernement belge a évalué et lancé une évaluation externe indépendante du FBS qui fait appel à l'ensemble de ses partenaires (bilatéraux, multilatéraux et ONG). Il s'agit d'une évaluation thématique axée sur les apprentissages réalisés par les partenaires, la valeur ajoutée apportée par le FBS, et les fondements et le fonctionnement du FBS, son cadre stratégique et ses activités. C'est un outil de réflexion collective dans le but d'améliorer l'efficacité du partenariat que constitue le FBS.

Sur le plan de la diffusion des savoirs, en 2006 le PC-FBS a commencé à réaliser une évaluation thématique dans les domaines de l'eau et de la santé afin de mettre à la disposition du FIDA et du FBS les enseignements tirés des programmes de développement précédemment

réalisés et en cours axés sur les domaines de l'eau, de l'assainissement, de la santé et de la nutrition. Grâce à cette étude, les responsables de l'élaboration des politiques du FIDA et du FBS disposeront de recommandations concernant les grandes orientations stratégiques à retenir pour élaborer les futurs programmes.

## **Coalition internationale pour l'accès à la terre**

La Coalition internationale pour l'accès à la terre s'emploie à renforcer la sécurité de l'accès à la terre et aux autres ressources productives des populations rurales pauvres. Elle joue le rôle d'espace de concertation sur les politiques et met en place des programmes et des activités conjointes entre organisations intergouvernementales, gouvernementales, et de la société civile. La Coalition, dont le secrétariat est installé dans les locaux du FIDA, est dirigée de manière indépendante par une Assemblée des membres et par un Conseil de la Coalition auquel siègent 14 membres.

En 2006, la Coalition s'est prêtée à une évaluation externe de ses opérations réalisée par le FIDA. Celle-ci confirme la pertinence et l'importance du rôle joué par la Coalition pour la défense des pauvres en matière foncière, et formule des recommandations constructives sur les solutions à mettre en œuvre pour que la Coalition puisse endosser pleinement son rôle fédérateur à l'échelle mondiale sur les questions foncières.

Au cours de l'année 2006, les membres de la Coalition se sont employés à élaborer le nouveau cadre stratégique de la Coalition pour la période 2007-2010, en tenant compte des progrès accomplis et des enseignements tirés dans la période couverte par le précédent cadre stratégique. Ce nouveau cadre permettra de resituer les travaux de la Coalition par rapport à d'autres parties prenantes qui jouent désormais un rôle actif en faveur de l'accès à la terre des populations rurales pauvres.

En Afrique, dans le cadre d'un certain nombre de programmes en cours, la Coalition s'emploie à promouvoir la collaboration à l'échelle nationale pour faire avancer la cause des droits foncières des populations pauvres. En 2006, la Coalition a recruté un spécialiste des questions foncières, ce qui lui a permis de donner un coup d'accélérateur à ses programmes, parmi lesquels figurent des initiatives importantes au Niger et en Ouganda (action de collaboration sur les questions foncières) ainsi qu'à Madagascar (partenariat LAND-Alliance foncière pour le développement national). Toutes ces initiatives sont mises en œuvre en collaboration étroite avec le FIDA. La Coalition travaille également avec trois réseaux de la société civile en Afrique (LandNet en Afrique de l'Ouest, en Afrique orientale et en Afrique australe) dans le but de renforcer leurs capacités d'organisation et leur aptitude à fédérer, et de faciliter leur contribution à l'élaboration des politiques foncières à l'échelle nationale et régionale en participant, par exemple, au travail de l'Union africaine ou des commissions économiques régionales dans ce domaine.

Au cours de l'année, le Secrétariat de la Coalition a lancé une série de consultations à l'échelle mondiale afin d'élaborer des stratégies visant à sécuriser les droits fonciers individuels, familiaux et collectifs des populations particulièrement menacées par la perte de leur accès à la terre. Les populations à risque sont notamment les femmes, les peuples autochtones, les pasteurs et ceux qui utilisent les terres et les ressources forestières collectives. Des notes de synthèse ont été rédigées pour alimenter des conférences électroniques. Il s'agit d'un premier pas vers un plaidoyer concerté en faveur des droits foncières des groupes de population vulnérables.

Dans le cadre du travail qu'elle effectue pour mettre en relief l'importance de l'accès à la terre, qui constitue selon elle un problème de développement d'ampleur mondiale, pour la quatrième année consécutive la Coalition a pris part à la session annuelle de l'ECOSOC; à cette occasion, elle a insisté sur le rôle que joue l'accès à la terre dans la création de conditions de travail décentes et la réalisation du plein emploi (voir page 61).

En 2006, la Coalition a placé en tête de ses priorités la Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural (CIRADR) organisée à Porto Alegre, Brésil (voir page 62). Pour préparer cette conférence, la Coalition a apporté son concours à la réalisation d'études de cas concernant deux pays, Madagascar et le Niger, en collaboration avec la FAO. Elle a également

apporté son concours au Forum andin organisé à Lima, Pérou, en collaboration avec le FIDA, et à un processus national de consultation auquel ont été associés les pouvoirs publics et la société civile afin d'établir le rapport national que l'Indonésie a présenté à la CIRADR. Des représentants du Consortium indonésien pour la réforme agraire (KPA), une organisation de la société civile membre de longue date de la Coalition, ont participé à la conférence en qualité de membres de la délégation du pays. La Coalition a aidé 12 organisations membres à envoyer des représentants à la CIRADR, lesquels ont participé à deux sessions thématiques spéciales organisées par la Coalition sur les sujets suivants: Mobiliser les gouvernements et la société civile: l'expérience des réseaux nationaux et régionaux, et Gérer les droits fonciers: les alternatives à la propriété individuelle.

Au cours de l'année 2006, la Coalition a poursuivi la réalisation de ses cinq grands programmes: le réseau de savoirs sur la réforme agraire, le mécanisme d'autonomisation des communautés, le programme pour l'accès des femmes aux ressources, la plateforme commune sur l'accès à la terre et les partenariats LAND. Les huit nouveaux projets approuvés au titre du mécanisme d'autonomisation des communautés portent à 49 le nombre de partenaires, répartis dans 25 pays, qui collaborent désormais avec le mécanisme.

## Mécanisme mondial

Créé en 1997, le Mécanisme mondial est un organe subsidiaire de la CCD. Il est chargé de dispenser des conseils financiers aux pays Parties à la Convention, dans le but de mobiliser des ressources plus abondantes en faveur de la gestion durable des terres.

Le Mécanisme mondial est installé au siège du FIDA depuis sa création. À la fin de l'exercice 2006, le Fonds avait apporté 7,5 millions de USD au Mécanisme mondial, soit 36% des ressources mobilisées par ce dernier, ce qui en fait le premier contributeur financier. La contribution du FIDA a permis au Mécanisme mondial d'appuyer des activités concernant la gestion durable des terres dans 29 pays et 12 sous-régions.

En 2006, le Mécanisme mondial a commencé à appliquer la stratégie renforcée et l'approche améliorée. Cette nouvelle stratégie, entérinée en octobre 2005 par la Conférence des Parties à la CCD, donne au Mécanisme mondial les moyens de s'adapter à l'évolution de l'architecture financière internationale et de renforcer son efficacité dans le cadre de programmes stratégiques et d'initiatives spéciales, sous l'impulsion de ses mandants et en s'appuyant sur des activités de communication et de sensibilisation.

En 2006, le FIDA et le Mécanisme mondial ont effectué un examen conjoint du portefeuille de prêts et de dons du FIDA en rapport avec les objectifs de la CCD, dont il ressort que le montant des ressources alloué aux activités intéressant la gestion durable des terres et la CCD a progressé entre 2000 et 2004. La méthode d'analyse utilisée pour réaliser cette étude, qui consistait à combiner les marqueurs de Rio élaborés par l'OCDE et les codes d'activités pertinents du moteur de recherche FIELD<sup>5</sup>, sera utilisée par d'autres organisations pour transmettre des informations concernant les investissements en faveur de la gestion durable des terres.

Au cours de l'année, en réponse à une demande du Conseil d'administration du FIDA, le Mécanisme mondial a mis au point un cadre de gestion axée sur les résultats qui permettra d'établir les plans d'activités et de suivre leur mise en œuvre. Ce cadre de gestion correspond à la stratégie lancée par les banques multilatérales, le Comité d'aide au développement de l'OCDE et d'autres agences des Nations Unies afin d'accorder plus d'attention à la gestion axée sur l'obtention de résultats en termes de développement.

Au cours de l'année 2006, le Mécanisme mondial a participé en qualité de partenaire au lancement de l'initiative des pays d'Asie centrale en faveur de la gestion des terres (CACILM), un programme d'une durée de dix ans dont le budget devrait atteindre 1,4 milliard de USD. Ce programme a pour objectif de restaurer, de préserver et d'accroître la productivité des terres

5/ FIELD est le moteur de recherche d'informations financières sur la dégradation des terres mis en place par le Mécanisme mondial. <http://www.gmfield.info>

dégradées tout en améliorant les moyens d'existence des communautés locales. En sa qualité de partenaire de longue date des pays participants, le Mécanisme mondial a dirigé, en coopération étroite avec le FIDA, l'élaboration d'un plan concerté en faveur de la mise en œuvre de la CCD chez les parties prenantes, ce travail ayant abouti à la mise au point de l'initiative CACILM. Cette initiative, pour laquelle la Banque asiatique de développement joue le rôle de chef de file et qui bénéficie notamment d'un financement du FEM, devrait permettre de réaliser des progrès significatifs et d'enrayer la dégradation des sols grâce à la gestion durable des terres.

Dans le cadre de la campagne menée à l'occasion de l'Année internationale des déserts et de la désertification, le Mécanisme mondial a participé au financement d'une série de documentaires, intitulés "Villages on the Front Line", illustrant des stratégies de lutte contre la dégradation des terres dans les zones arides dans différentes régions du monde. De nombreux partenaires, parmi lesquels le FIDA, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Institut international pour l'environnement et le développement et la Direction du développement et de la coopération suisse, se sont également associés au financement de ces documentaires, qui ont été diffusés par la chaîne BBC World en novembre et décembre.

En avril, le Mécanisme mondial a lancé un programme de coopération régional sud-sud baptisé SolArid en organisant un atelier international, en coopération avec le Haut Commissariat aux eaux et forêts et à la lutte contre la désertification du Maroc. Ce programme a pour but d'aider la région francophone de l'Afrique du Nord et de l'Ouest à mobiliser des ressources, en réalisant des études sur les questions prioritaires et des activités de partage des savoirs.

En décembre, le Mécanisme mondial a cofinancé un atelier consacré à l'une de ces questions prioritaires – les coûts économiques et sociaux de la désertification. Les participants, après avoir confronté leurs connaissances concernant l'évaluation des coûts sociaux de la désertification, ont comparé les résultats relatifs au manque à gagner pour l'économie et sont convenus d'élaborer des arguments rigoureux en faveur de l'investissement dans les zones arides et semi-arides.

## **Promotion des innovations et des partenariats en matière de recherche: le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale et le Forum mondial sur la recherche agronomique**

Le FIDA joue un rôle de premier plan au sein du GCRAI qu'il parraine aux côtés de la Banque mondiale, de la FAO et du PNUD. Le FIDA apporte son concours à des travaux de recherche innovants faisant appel à plusieurs parties prenantes, en particulier dans le cadre des programmes Challenge mis en place par le GCRAI, qui s'efforce de dégager des synergies à l'échelle du système et d'encourager l'élargissement des partenariats avec des organismes extérieurs.

Au cours de l'année, le FIDA a continué à souligner la nécessité de mener des recherches visant à améliorer la production et l'impact de technologies utiles aux pauvres. Le Fonds a également appuyé l'élaboration de mécanismes efficaces de gouvernance de la recherche, et souligné l'importance d'une interaction systématique avec ses partenaires qui effectuent des travaux de recherche d'aval. Le Fonds a continué de jouer un rôle actif au sein du Conseil exécutif du GCRAI en contribuant à l'alignement des programmes et des modes d'organisation, dans le but d'améliorer l'efficacité et l'efficience des processus de recherche et de développement au sein du système du GCRAI. Au cours de l'année, le FIDA a approuvé des dons pour un montant total de 10,8 millions de USD, en faveur de 13 programmes menés par le GCRAI.

Le FIDA soutient le Forum mondial sur la recherche agronomique (FMRA) depuis 1996, date de sa création. Le Forum a pour mission d'appuyer les partenariats de recherche en collaboration à l'échelle mondiale. Il favorise l'adoption de processus décisionnels associant toutes les parties prenantes afin d'établir et réaliser des programmes de recherche au niveau mondial, et en particulier ceux qui font appel à la participation d'organisations de la société civile, associations paysannes ou ONG par exemple. Le FIDA siège au Comité de pilotage du FMRA, au sein duquel il s'efforce de forger des partenariats et des alliances stratégiques pour réduire la pauvreté, instaurer la sécurité alimentaire et conserver et gérer la biodiversité et les

ressources naturelles en évitant les gaspillages. En 2006, le FIDA a approuvé un petit don (200 000 USD) en faveur du FMRA pour financer l'organisation de la Conférence triennale du FMRA qui s'est tenue au mois de novembre à New Delhi, Inde, sur le thème suivant: "Réorienter la recherche agricole pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour développement."

### **Groupe consultatif d'assistance aux pauvres**

En 2006, le FIDA a établi un partenariat avec le GCAP. Il s'agit d'un groupe technique stratégique qui appuie les donateurs dans le domaine du financement rural et entreprend des travaux de recherche de pointe pour découvrir des solutions innovantes permettant d'apporter des services de microfinancement aux populations rurales pauvres. Au cours de l'année, la collaboration du FIDA et du GCAP a porté sur les domaines suivants:

- mise au point d'un processus d'évaluation concertée menée par les donateurs au sein du FIDA concernant la stratégie et les interventions de finance rurale du Fonds;
- mise au point du mécanisme de financement pour l'envoi de fonds afin d'aider les institutions rurales à faciliter l'accès aux fonds envoyés par les migrants dans les zones rurales et de démultiplier leur impact sur le développement pour les ménages pauvres dans toutes les régions d'Afrique, d'Asie, d'Europe de l'Est et du Proche-Orient; ce mécanisme vient compléter l'initiative relative aux envois de fonds que le FIDA a déjà établie en Amérique latine en partenariat avec la Banque interaméricaine de développement;
- cofinancement du concours "L'Innovation rurale en faveur des pauvres", un mécanisme qui attribue sur concours des financements correspondant à une demande, dans le but d'appuyer les approches innovantes élaborées par des établissements de microfinance qui s'efforcent d'étendre leurs services dans les zones rurales reculées.

### **Les partenariats avec des organisations intergouvernementales**

#### **L'Union africaine**

En 2006, le FIDA a continué de veiller avec l'Union africaine à ce que le développement agricole et la réduction de la pauvreté rurale soient au premier rang des préoccupations de l'Union. Le Fonds a également approuvé deux dons au profit de l'Union africaine. Le Vice-Président du FIDA a assisté à la première Conférence des ministres de l'agriculture de l'Union, tenue à Bamako, au Mali, en février. Cette conférence avait également pour objet de préparer la vingt-quatrième Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique, qui devait avoir lieu dans la même ville immédiatement après celle de l'Union africaine.

Les principaux points à l'ordre du jour de cette dernière étaient les suivants:

- examen du rapport sur la situation de la sécurité alimentaire en Afrique;
- rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du Programme global du NEPAD pour le développement de l'agriculture africaine (PGDAA), mettant l'accent sur les activités menées au niveau des pays;
- mise en place d'un système de suivi relatif à l'engagement pris par les chefs d'État et de gouvernement d'affecter au moins 10% des budgets nationaux à l'agriculture;
- préparatifs du Sommet africain sur les engrais devant se tenir en juin 2006 sous l'égide de l'Union africaine/du NEPAD (voir page 62).

Des représentants de 43 pays africains et d'autres institutions régionales et internationales assistaient à la conférence. Lors de celle-ci, le FIDA a mis en relief:

- l'importance de s'attaquer à la pauvreté rurale en encourageant les investissements dans l'agriculture et le développement rural;
- sa volonté d'apporter son appui au NEPAD, à l'Union africaine et au PGDAA;
- son ferme attachement à favoriser le progrès technologique dans la production de riz, de millet, de sorgho et de manioc.

## **Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique**

En 2006, le FIDA a continué d'axer son appui au NEPAD sur le renforcement de la capacité des organisations paysannes à prendre part à la formulation des politiques agricoles et sur les moyens pour elles de représenter leurs mandants dans les enceintes de consultation africaines. Le FIDA a appuyé la participation de représentants paysans au Forum sur la souveraineté alimentaire de l'Afrique de l'Ouest tenu à Niamey, au Niger, en novembre, et au Sommet sur la sécurité alimentaire en Afrique organisé par l'Union africaine et le NEPAD à Abuja, au Nigéria, en décembre.

À Abuja, le FIDA a apporté son appui à 18 organisations paysannes et animé une réunion devant leur permettre de s'entendre sur les interventions à faire au cours de la session technique. Deux représentants ont fait de vigoureuses interventions au nom des organisations paysannes, dont la déclaration et la résolution de la conférence ont bien fait apparaître le rôle. Le FIDA est également intervenu en session ministérielle pour faire ressortir les facteurs qui contribuent pour une part essentielle à assurer la sécurité alimentaire, parmi lesquels une organisation efficace des marchés, des institutions comptables de leurs actes et un accès aux actifs, à la terre, aux finances et à la technologie pour les agriculteurs pauvres, et en particulier les femmes. Le Sommet d'Abuja a appelé le FIDA à participer, avec des institutions sœurs des Nations Unies, au suivi de ses résolutions.

Avec le passage du PGDAA au stade de l'exécution, le FIDA a mobilisé des ressources supplémentaires fournies par l'Italie pour l'Initiative régionale pour la transformation et la commercialisation du manioc dans l'Afrique de l'Ouest et du Centre, qui a été mis en route cette année. Ce programme fait partie de l'Initiative panafricaine sur le manioc (IPM) du NEPAD, l'une des actions phares du PGDAA. Outre ce concours à la mise en œuvre de l'Initiative régionale sur le manioc, le FIDA a aidé à organiser des consultations qui ont permis de faire démarrer l'IPM en juillet et il a apporté une contribution technique à la mise au point de son plan de travail.

## **Le Fonds de l'OPEP pour le développement international**

Depuis la création du Fonds de l'OPEP pour le développement international, le FIDA poursuit avec lui un objectif commun: la réduction de la pauvreté dans les pays en développement.

Cette année, le Fonds de l'OPEP pour le développement international a célébré son trentième anniversaire. C'est pour le FIDA un partenaire financier important dans toutes les régions où il intervient, avec un cofinancement cumulé s'élevant à 289,3 millions de USD pour un total de 60 projets intéressant 36 pays. Le FIDA, quant à lui, a consenti des prêts de 562,6 millions de USD pour 32 projets à réaliser dans des pays membres de l'OPEP: 6 en Algérie, 1 au Gabon, 12 en Indonésie, 8 au Nigéria et 5 en République bolivarienne du Venezuela. Ces projets ont fait l'objet d'un large cofinancement, le coût d'investissement total étant de l'ordre de 1,5 milliard de USD.

En 2006, le Président du FIDA a assisté à deux rencontres du Fonds de l'OPEP. Il a ainsi pris part à la table ronde sur le partenariat pour le développement arabe, tenue en mai, et il était présent à la cérémonie de signature du don de 600 000 USD, accordé par le Fonds de l'OPEP pour le développement international, pour le programme de gestion des ressources marines de la mer Rouge qu'avait lancé le FIDA.

## **Suivi de l'harmonisation et de l'alignement**

En 2006, le FIDA a donné suite à plusieurs niveaux à la Déclaration de Paris de 2005 sur l'efficacité de l'aide. La réunion de Paris avait lancé des initiatives sur certains des aspects essentiels de la déclaration, et le FIDA a continué de suivre la mise en œuvre de deux d'entre elles – la gestion des finances publiques et la gestion axée sur les résultats en matière de développement – ainsi que d'y participer dans le cadre des réunions conjointes (Joint Venture meetings) prévues pour chacune d'elles. Les travaux menés avec d'autres donateurs et les pays partenaires au sujet de l'initiative sur la gestion axée sur les résultats en matière de développement ont été complétés par la révision, de la part du FIDA, du processus lié à ses

COSOP. Le nouveau COSOP axé sur les résultats fait ainsi coïncider les opérations conduites par le FIDA dans le pays concerné avec les priorités et besoins déterminés par ce dernier. Au niveau de chaque pays, le processus d'harmonisation s'est trouvé conforté par l'établissement de stratégies conjointes d'aide. Ce processus, mis en œuvre en 2006 en Ouganda, en République-Unie de Tanzanie et en Zambie, donne aux pays le rôle pilote pour la coordination et la fixation des priorités nationales touchant l'aide à apporter par les donateurs. Le FIDA a contribué aux initiatives visant ces trois pays. En outre, des approches programmes sectorielles centrées sur le développement rural et l'agriculture ont permis aux donateurs et aux gouvernements de travailler ensemble sur des problèmes sectoriels bien déterminés. Le FIDA a continué de contribuer à cette démarche au Mozambique.

La collaboration entre les trois organismes des Nations Unies basés à Rome a évolué depuis la réunion de Paris, et elle a reçu une impulsion spécifique de la part du Groupe d'experts de haut niveau sur la cohérence du système des Nations Unies formé par le Secrétaire général de cette organisation (voir page 60). Les trois organismes de Rome ont décidé en juin 2006 de constituer un groupe de haut niveau sur leurs activités de coopération.

### **Plateforme mondiale des donateurs pour le développement rural**

La Plateforme mondiale des donateurs pour le développement rural (GDPRD) a été créée en 2003, à l'initiative conjointe des organismes donateurs. Elle a pour objectif de réduire la pauvreté et de renforcer la croissance économique dans les zones rurales des pays en développement. Le FIDA ayant pour mission principale le développement des zones rurales, il a été invité à s'associer à la plateforme dès sa création.

En 2005, le FIDA s'est vu confier le pilotage d'une série d'études de cas par pays commandée par la GDPRD au sujet de la focalisation des SRP sur la dimension rurale. Des bilans antérieurs avaient fait apparaître des lacunes et des hiatus entre les évaluations de la pauvreté, la fixation des priorités des SRP et la répartition des ressources fournies par les donateurs. Les nouvelles études devraient aider à:

- discerner les points faibles qui sont spécifiques à des pays dans les processus SRP;
- illustrer les cas de succès et d'échec de la focalisation des SRP sur la dimension rurale;
- déterminer les bonnes pratiques et les conditions requises pour permettre de les reproduire;
- poser les bases d'un appui mieux ciblé des partenaires du développement aux processus spécifiques à des pays.

Le FIDA a accepté de diriger la partie conceptuelle des travaux, y compris la définition des orientations stratégiques et l'exercice de la coordination générale, et d'apporter une contribution financière à la conduite des études. Les résultats préliminaires sont attendus pour janvier 2007, et les études de cas, une fois achevées, feront l'objet d'un débat avec les membres de la plateforme. Le rapport final établi à partir des études de cas sera ensuite communiqué aux membres et aux partenaires à titre de "produit" de la GDPRD.

### **L'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires**

Le FIDA et l'IFPRI ont l'un et l'autre vocation à combattre la pauvreté et à renforcer la sécurité alimentaire. En 2006, les deux organisations ont décidé de faire passer leurs relations du stade du cofinancement à celui d'un partenariat stratégique plus riche dans son contenu. Le plan conçu à cet effet comporte deux phases:

- une phase exploratoire faisant le bilan des expériences acquises et déterminant des secteurs clés de coopération;
- une première phase tenant compte des conclusions de la phase exploratoire et devant être financée par un don important du FIDA.

Les travaux de la phase exploratoire ont débuté et ils ont permis de cerner plusieurs secteurs stratégiques de coopération:

- l'innovation, tant institutionnelle que technologique, et l'appui aux réseaux ruraux d'innovateurs;
- la concertation sur les politiques publiques dans les pays ouverts à des changements d'orientation favorables aux pauvres;
- la mise à l'épreuve concrète de solutions se situant au niveau du choix des orientations;
- l'établissement de liens avec les marchés au profit des petits agriculteurs;
- les peuples indigènes;
- l'extension des services ruraux conçus au profit des pauvres, par exemple dans les domaines de la finance et de l'assurance;
- le renforcement des capacités permettant aux communautés rurales de faire face aux situations de stress et de choc;
- la formation du personnel.

En juillet, le FIDA et l'IFPRI ont tenu à Alexandrie, en Égypte, un forum régional consacré aux politiques de gouvernance des ressources naturelles. Au cours de ce forum ont été communiqués les résultats d'un projet de recherche en collaboration intitulé "L'autonomisation des ruraux pauvres de la région Proche-Orient et Afrique du Nord dont les politiques sont instables". Des chercheurs, des décideurs, des donateurs et des représentants de la société civile ont pu débattre ensemble, à cette occasion, des voies susceptibles d'être suivies pour les phases ultérieures du projet de recherche ainsi que des moyens de mettre en œuvre les conclusions de la première phase.

## **Partenariats avec les organisations de la société civile**

La première consultation mondiale du Forum paysan s'est tenue en 2006 en liaison avec la session du Conseil des gouverneurs du FIDA. Le Forum paysan opère sous la forme d'un processus ascendant de consultation et de dialogue entre les organisations de petits agriculteurs et de producteurs ruraux, d'une part, et le FIDA et les gouvernements de l'autre, et il est axé sur le développement rural et la réduction de la pauvreté.

À l'issue de consultations menées aux niveaux national et régional, le Forum paysan se réunit tous les deux ans pour procéder à une consultation mondiale. En 2006, plus de 50 leaders représentant des millions de petits agriculteurs d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, du Proche-Orient et d'Europe se sont rassemblés pour se concerter avec des responsables du FIDA et certains partenaires. Ils représentaient en même temps les fédérations régionales et internationales, les réseaux et les mouvements dont ils sont membres. On peut citer parmi ces organisations la Fédération internationale des producteurs agricoles, la Via Campesina, le Réseau organisations paysannes et producteurs agricoles, la Coordinadora de las Organizaciones de Productores Familiares del MERCOSUR, l'Asian Farmers Association for Sustainable Rural Development et le Forum mondial des pêcheurs et travailleurs de la pêche. Les participants au Forum paysan ont également été invités au Conseil des gouverneurs.

Au cours de la première journée du forum, trois groupes de travail régionaux – pour l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine – ont examiné les possibilités d'améliorer et d'institutionnaliser les partenariats entre le FIDA et les organisations rurales dans les pays de chaque région. Le deuxième jour, des groupes de travail thématiques ont discuté de l'ouverture aux pauvres de l'accès à la terre et à la sécurité foncière, du renforcement des capacités des institutions rurales locales, ainsi que de l'intégration des marchés à l'échelon régional et de l'agriculture familiale.

Le troisième jour, les participants ont entériné une synthèse des délibérations, dont lecture a été donnée à la session plénière du Conseil des gouverneurs. Les principales recommandations avaient trait:

- à l'ouverture de processus dirigés ou appuyés par le FIDA – comme la conception, l'exécution et l'évaluation des programmes et projets et l'élaboration des stratégies – à la participation des organisations d'agriculteurs et de producteurs ruraux;
- à l'institutionnalisation du processus du Forum paysan;
- à une focalisation plus marquée du FIDA sur l'accès aux ressources naturelles;
- à l'appui au renforcement des capacités des organisations paysannes par un financement direct continu;
- à l'approfondissement et à l'élargissement de l'appui à une participation active des organisations paysannes aux processus d'intégration régionale, par une évaluation de l'impact des politiques d'intégration des marchés à l'échelon régional et de la libéralisation des marchés sur l'agriculture familiale et les moyens de subsistance ruraux.

Le FIDA a répondu aux demandes et recommandations émises par le forum dans un discours prononcé par son Président au trente-septième Congrès mondial des agriculteurs de la FIPA (Fédération internationale des producteurs agricoles), à Séoul, en mai 2006. Le FIDA a formulé un certain nombre d'engagements précis et concrets, dont la plupart se traduisent actuellement par l'octroi de dons directs à des organisations paysannes de différentes régions. La première consultation mondiale du Forum paysan a été bien plus qu'une simple rencontre internationale. Elle a constitué un tournant dans les relations entre le FIDA et les organisations paysannes à tous les niveaux, et elle a marqué aussi le début des travaux sur une politique de partenariat du FIDA avec les organisations paysannes.